

Terrorismes, contre-terrorismes et antiterrorismes dans l'Europe actuelle (des années 1960 à nos jours) : internationalisation, circulations et représentations

23-24 avril 2026

Université Grenoble-Alpes – Campus de Saint-Martin-d'Hères

Organisation :

- David Crémaux-Bouche (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Mariana Dominguez Villaverde (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Marie Mianowski (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-LISCA)
- Matteo Re (Universidad Rey Juan Carlos).

Depuis la fin des années 1960, l'Europe a connu une succession de vagues terroristes dont chacune a donné naissance à des réponses étatiques et internationales déterminantes pour l'évolution conjointe de la sécurité et des libertés. Lors de ce colloque, nous souhaitons examiner les modalités et les conséquences de l'action terroriste, mais aussi de l'imbrication des pratiques antiterroriste (politiques publiques, cadres juridiques, prévention) et contre-terroriste (actions opérationnelles, militaires ou policières) visant à l'endiguer dans des sociétés n'étant pourtant pas frappées par la guerre. Il s'agira d'analyser la manière dont ces deux registres d'action se redéfinissent mutuellement, et repoussent sans cesse les frontières de l'intervention politique, militaire, policière et juridique à l'échelle européenne depuis la seconde moitié du XX^e siècle (Hoffman, 2004).

En complément de cette approche politique et institutionnelle, le colloque entend également ouvrir la réflexion aux représentations, effets sociaux, mémoriels et médiatiques de ces phénomènes. Il s'agira notamment d'interroger les récits produits autour du terrorisme et de sa répression, les formes de médiatisation des attentats comme des réponses sécuritaires, les usages publics du passé qui en découlent, ainsi que la manière dont les traumatismes individuels et collectifs – notamment ceux des victimes – sont pris en charge, représentés ou, au contraire, occultés. À travers cette articulation entre analyse des dispositifs et attention portée aux expériences humaines et à leurs représentations, nous visons à une compréhension globale, critique et interdisciplinaire des logiques à l'œuvre dans les dynamiques terroristes, contre-terroristes et anti-terroristes en Europe.

Ayant connu une internationalisation précoce (González Calleja, 2013), les actions terroristes, contre-terroristes et antiterroristes s'inscrivent également dans les nouvelles dynamiques spatiales qui se déploient dès la seconde moitié du XX^e siècle (Mazzella, 2014) et contribuent à redéfinir les configurations des relations internationales (Raflik, 2016).

Bien qu'il soit couramment mobilisé, le terme « terrorisme » est loin de constituer une catégorie conceptuelle stable et reste aujourd'hui encore un objet de controverse. Plus de 109 définitions universitaires et officielles ont pu être recensées (Schmid et Jongman, 1988), et les tentatives ultérieures de clarification menées par Gaizka Fernández Soldevilla (2021), Bruce Hoffman (2004) ou Timothy Garton Ash (2001) soulignent la persistance de désaccords qu'il s'agisse des acteurs concernés, des motivations invoquées ou du statut de la violence d'État. Toutefois, quelques points font consensus : l'usage ou la menace d'une violence préméditée, à visée stratégique, destinée à atteindre un public plus large que les victimes immédiates. Parce que ces divergences ne sont jamais neutres mais reflètent des enjeux politiques, juridiques et symboliques, le colloque invite les contributeurs et contributrices à questionner les (dé)limitations du concept, ses usages situés et ses effets performatifs.

Afin de saisir la complexité de ces dynamiques, il importe de distinguer, dès l'amorce de notre réflexion, deux registres souvent confondus : l'antiterrorisme et le contre-terrorisme. Cette distinction n'est pas seulement terminologique : elle est décisive pour comprendre les transformations que leur imbrication induit dans les régimes démocratiques (Hodge Dupré, 2024). On entendra par antiterrorisme les politiques publiques, dispositifs juridiques et stratégies de prévention à long terme mis en œuvre dans le cadre légal des États de droit (Sheehan, 2007; Marcos, 2014). De son côté, le contre-terrorisme désigne l'ensemble des dispositifs, des actions et des stratégies – étatiques ou paraétatiques – mis en œuvre dans le but de contenir, neutraliser ou éradiquer l'activité terroriste. Il s'agit donc d'une réponse organisée à une forme spécifique de violence politique, et cette réponse peut à son tour emprunter des modalités variées : depuis les mécanismes de renseignement, de surveillance et de sécurisation jusqu'à l'action militaire ou policière directe. Toutefois, dans certaines configurations historiques, le contre-terrorisme a parfois pris la forme de pratiques illégales ou clandestines (Marcos, 2014; Rivas; 2013, Casals, 2020).

Dans le cadre de ce colloque, nous proposons de penser l'histoire contemporaine du terrorisme en Europe à l'aune des vagues successives qui ont marqué son évolution depuis les années 1960, en insistant tout particulièrement sur la troisième vague, la période de transition post-Guerre froide, et la quatrième vague, actuellement en cours, dans la typologie de David C. Rapoport (2004). Loin de constituer des moments cloisonnés ou exclusifs, ces séquences doivent être saisies dans leurs effets de continuité, de mutation et de superposition et leurs ramifications à travers une lecture à la fois historique, géopolitique et culturelle (Crenshaw, 1995; González Calleja, 2002, 2012).

À partir de la fin des années 1960, une « troisième vague » de terrorisme émerge en Europe, portée par l'extrême gauche révolutionnaire (RAF en Allemagne, Brigade Rosse en Italie, GRAPO en Espagne), influencée par le marxisme, les luttes anticoloniales et les mouvements étudiants. Ces groupes transnationaux partagent manifestes, tactiques (détournements, enlèvements) et logistiques au-delà des frontières. Mais cette dynamique « globale » coexiste avec des violences enracinées dans des causes régionales, comme les nationalismes radicaux de l'ETA au Pays basque ou de l'IRA en Irlande du Nord (et ses rivaux loyalistes UVF-UDA), qui puisent leur légitimité dans des mémoires locales. Des mouvements d'extrême droite émergent également (Ordine Nuovo et, à une période ultérieure, Nuclei Armati Rivoluzionari, Batallón Vasco Español, GAL), qui pratiquent le terrorisme de masse, le spontanéisme armé ou le terrorisme antiterroriste (Panvini, 2009 ; Rios et Gago, 2025 ; English, 2006).

Face à cette pluralité de menaces, les États combinent la prévention nationale (lois exceptionnelles, contrôles aux frontières) avec le contre-terrorisme transnational, par des échanges de connaissances entre polices et services de renseignement. Peut-on donc affirmer que les pratiques utilisées contre l'ETA ou l'IRA (écoutes, infiltrations, unités spéciales) ont été rapidement adaptées pour lutter contre les Brigades rouges ou la RAF ? Ce croisement a-t-il renforcé l'eupéanisation des dispositifs de sécurité ?

Dans les années 1990, la chute du bloc soviétique et la montée en puissance des services de sûreté entraînent la dissolution ou l'affaiblissement de nombreux groupes armés. Toutefois, les réseaux, les mémoires et les savoir-faire clandestins survivent et irriguent d'autres causes. Les États consolident une réponse transnationale avec la création d'Europol (1993), le mandat d'arrêt européen, ou les bases de données comme SIS et Eurodac. Cette architecture sert à affronter une nouvelle menace : le djihadisme global.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la « quatrième vague » de terrorisme djihadiste, dominée d'abord par Al-Qaïda puis, à partir des années 2010, par l'État islamique, a profondément reconfiguré le paysage de la violence en Europe. Cette menace opère à l'échelle mondiale tout en frappant localement (banlieues parisiennes, Midlands britanniques, Catalogne

industrielle). Initialement centralisée et pyramidale, avec des commandos coordonnés qui exploitent des infrastructures comme les transports en commun, la menace s'est diversifiée à partir des révolutions arabes et du conflit syro-irakien. L'État islamique utilise les réseaux sociaux pour former, financer et activer des cellules locales, encourageant aussi des attaques isolées menées par des individus. Cette forme polymorphe de violence est nourrie par la mobilisation de « foreign fighters » et entre parfois en résonance ou rivalise avec les mémoires locales de conflits anciens (De la Corte, 2006).

Les attentats sur le sol européen aux modes d'action évolutifs (Madrid en 2004, Londres en 2005, puis Paris et Copenhague en 2015, Nice et Bruxelles en 2016, Stockholm et Barcelone en 2017, Vienne en 2020...) ravivent en effet les mémoires de violences antérieures ; dans des régions comme l'Irlande du Nord ou le Pays basque, la rhétorique djihadiste entre en tension ou en hybridation avec les récits nationalistes résiduels. Parallèlement, certains groupes ultranationalistes ou néofascistes reprennent les codes médiatiques du djihadisme (vidéos, propagande en ligne), tandis que les dispositifs antiterroristes s'appliquent indistinctement aux menaces locales et globales.

Ces vagues d'attaques ont entraîné un renforcement continu des dispositifs sécuritaires européens et des États : surveillance numérique, programmes de déradicalisation, gel des avoirs, bases de données biométriques, Passenger Name Record (PNR), débats sur l'avenir de Schengen. Pourtant, les réponses strictement nationales sont souvent dépassées face à cette menace numérique, transnationale, qui évolue rapidement et de manière imprévisible.

Enfin, au fil de vingt ans d'interactions entre niveaux local et global, entre mouvements de lutte radicale et réponses étatiques, le terrorisme a profondément reconfiguré la violence politique en Europe, tout en posant un défi permanent pour concilier prévention, réaction et respect des libertés publiques. Présenter ainsi l'histoire des violences politiques révèle à la fois la circulation verticale des pratiques (des acteurs locaux aux réseaux mondiaux) et l'interconnexion des réponses étatiques à travers les pays. Cela invite à réfléchir à la manière dont les différentes vagues de terrorisme global influencent les modes d'action des groupes régionaux, comment l'interaction entre antiterrorisme et contre-terrorisme génère des dispositifs qui se diffusent, se renforcent ou s'adaptent selon les contextes nationaux, et comment ces dynamiques imbriquées laissent des traces durables en droit, mémoire et représentations collectives.

L'étude à différentes échelles permet aussi de saisir une structuration d'espaces transnationaux de la violence, reposant sur des alliances idéologiques, des réseaux de soutien, et une circulation active des imaginaires (figures du guérillero, du révolutionnaire, du martyr, du traître) et des personnes (formation des militants). Cette structuration transnationale complexe oblige les États à développer des politiques de contre-terrorisme inédites : spécialisées, militarisées, parfois extrajudiciaires (Avilés, Azcona et Re, 2019; Baby, 2013; González Calleja, 2018; Crenshaw, 1995). Parallèlement, à chaque cycle de violence correspond une bataille discursive où le choix des mots devient un enjeu politique tout en ayant un impact social certain. Étudier l'étymologie ou l'usage de termes aussi forts (attentat, conflit, guerre, terrorisme...) ¹ et suivre les inflexions de ce lexique dans la presse, le droit ou les arts permet de mesurer comment se reconfigurent les lignes de légitimation et de délégitimation au fil du temps. L'analyse comparative des vocabulaires éclairera ainsi la manière dont les sociétés européennes nomment, encadrent et finalement transforment les violences politiques.

¹ On peut par exemple réfléchir au concept d'attentat, à la manière dont l'événement violent fait irruption dans des sociétés qui ne sont pas en guerre (Derrida et Habermas, 2004) et à la façon dont il frappe à la fois les corps mais aussi les consciences et les représentations collectives sous forme de trauma (Dawson, 2017).

Ainsi, ce colloque se propose également d'explorer les héritages durables à la fois dans les échanges transnationaux, dans les discours et dans les politiques publiques. Nous analyserons enfin comment les multiples formes de représentation – du récit officiel de l'État au contre-récit des victimes – façonnent les légitimités, alimentent mythes et stéréotypes, influencent la fabrique des lois d'exception et modèlent les perceptions collectives de la menace et de la réponse.

Axes de travail :

1) Internationalisation, espaces transnationaux et circulations

Dans le cadre historique de la mondialisation et du développement des mobilités, nous pourrions proposer des analyses du terrorisme, du contre-terrorisme et de l'anti-terrorisme dans la perspective des relations internationales (Raflik, 2016), des phénomènes transnationaux et des nouvelles configurations spatiales liées aux déplacements (Wilner, 2018) :

- Les mobilités transfrontalières : les déplacements des militants à travers les frontières, les itinéraires empruntés, ainsi que la formation de réseaux et d'espaces transnationaux.
- La circulation des idées et des pratiques : la diffusion d'idéologies, le transfert et l'évolution des modes d'action, ainsi que les échanges matériels, de langage et de pratiques au-delà des frontières ou à travers les dynamiques de mobilité.
- Les implications internationales : la présence d'organisations au-delà de leurs États d'origine, ainsi que l'implication d'autres pays dans les processus de paix et de trêve ; la reconnaissance ou la désignation de certaines de ces organisations sur les listes d'organisations terroristes.

2) Mémoire, patrimonialisation et justice transitionnelle

Par ailleurs, ce colloque s'intéressera à la façon dont les sociétés européennes prennent acte de la fin du terrorisme ainsi que du contre-terrorisme et construisent des récits mémoriels :

- les projets de musées et les expositions proposées par ces centres,
- les lois de reconnaissance, de réparation et de protection des victimes,
- l'ouverture des archives et la mise à disposition des fonds documentaires,
- les enjeux liés à une mémoire dite « officielle » ou institutionnalisée dans la phase « post-conflit » : l'enseignement scolaire, les commémorations, la mise en place de « lieux de mémoire » (monuments, plaques, noms des rues), mémoire des témoins

3) Représentations médiatiques et culturelles

Les processus discursifs et de mise en récit jouent un rôle déterminant dans la perception du terrorisme créant parfois des récits concurrents, sortes de « batailles pour le récit ». En ce sens, toute tentative de représentation du terrorisme engage nécessairement une bataille sur le terrain sémantique, où la qualification même des actes violents devient un enjeu idéologique majeur.

Il conviendra dès lors d'analyser les représentations élaborées et relayées à travers différents dispositifs discursifs ou médiatiques, tels que :

- les médias (presse, télévision, réseaux sociaux, sites d'information en ligne),

- les séries et documentaires,
- la bande dessinée et le roman graphique,
- la littérature,
- le cinéma,
- les arts urbains et le *street art*,
- la musique dans ses différents genres,
- les podcasts et web-documentaires

4) Victimes et traumas de la violence terroriste

Ce quatrième axe propose de recentrer l'analyse sur l'expérience humaine, psychique et sociopolitique des violences terroristes. Il invite à interroger la définition problématique de la victime ainsi que les processus par lesquels certaines violences sont légitimées, d'autres disqualifiées, dans les sphères sociale, politique ou juridique (Eliacheff et Soulez-Larivière, 2007 ; Beristáin, 2006). Comment les sociétés européennes prennent-elles en charge (ou non) ces souffrances ? Quelles catégories, quels récits et quelles pratiques de réparation façonnent aujourd'hui les rapports entre justice, mémoire et résilience ?

Afin de répondre à ces questions, les propositions pourront examiner des thématiques telles que :

- Expériences et récits de violence (témoignages, biographies, autobiographies, archives orales...)
- Reconnaissance institutionnelle, réparation et justice (cadres législatifs, dispositifs d'indemnisation, place des victimes dans les procès antiterroristes...)
- La question du deuil, du trauma et leur transmission sur plusieurs générations
- Mobilisations, arts et résilience collective (Arts visuels, littérature, performances, dispositifs numériques comme vecteurs de « mémoire-témoin » et de reconstruction, pratiques d'art-thérapie et initiatives communautaires favorisant la résilience)

Nous encourageons des approches pluridisciplinaires (histoire, sociologie, sciences politiques, géographie, études littéraires et culturelles...).

Modalités de soumission :

- Langues possibles d'intervention : français, anglais, espagnol, italien.
- La proposition sera à envoyer à colloque-terrorisme-2026@univ-grenoble-alpes.fr avant le **1er décembre 2025** et elle comprendra :
 - Un titre
 - Un résumé de la communication : environ 300 mots.
 - Une présentation bio-bibliographique.
- Le colloque se tiendra exclusivement en présentiel. Les communications auront une durée de 20 min pour favoriser les échanges.
- Frais d'inscription : 30 euros.

Le colloque donnera lieu à une publication selon des modalités encore à déterminer.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE :

Avilés, Juan, Azcona, José Manuel, et Re, Matteo (eds.), *Después del 68: la deriva terrorista en Occidente*, Madrid, Sílex, 2019

Baby, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique*, Casa de Velázquez, 2013

Beristáin, Antonio, *Macrovíctimas del terrorismo*, Bilbao, Universidad de Deusto, 2006.

Casals, Xavier, « El terrorismo parapolicial y de ultraderecha en la Transición: entre la argelinización, la argentinización y la italianización », en Fernández Soldevilla, Gaizka y Jiménez, María (coord.), *1980. El terrorismo contra la Transición*. Madrid, Tecnos, págs. 169-201, 2020.

Crenshaw, Martha, *Terrorism in context*, Pennsylvania State University Press, 1995

Dawson, Graham, *Trauma, Memory, Politics: The Irish Troubles*, London, Routledge, 2017, 180-204

De la Corte, Luis, *La lógica del terrorismo*, Madrid, Alianza, 2006.

Derrida, Jacques et Hubermas, Jürgen, *Le concept du 11 septembre: Dialogues à New York (octobre-décembre 2001)*, Paris, Galilée, 2004.

English, Richard, *Irish Freedom: The History of Nationalism in Ireland*, 2006.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *El terrorismo en España: de ETA al Daesh*, Madrid, Cátedra, 2021

Fernández Soldevilla, Gaizka, *La voluntad del « gudari »: génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid, Tecnos, 2016, p. 21

González Calleja, Eduardo, *Guerras no ortodoxas. La “estrategia de la tensión” y las redes de terrorismo neofascista*, Madrid, Catarata, 2018

González Calleja, Eduardo, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qaeda*, Barcelona, Crítica, 2013

González Calleja, Eduardo, *El terrorismo en Europa*, Madrid, Arco Libros, 2002

Hodge Dupré, Eduardo, *Antiterrorismo y contraterrorismo en América latina: Argentina, Brasil y México ante la presencia del terrorismo islámico global*, thèse de doctorat en relations internationales soutenue à l'Universidad Nacional de la Plata (Argentina) en 2024.

Hoffman, Bruce, “The Changing Face of Al Qaeda and the Global War on Terrorism”, *Studies in Conflict & Terrorism*, 27(6), 2004, 549–560.

Louvet, Marie-Violaine. "Les Troubles et le conflit au Moyen-Orient: alliances coloniales et solidarité transnationale." *Revue Française de Civilisation Britannique. French Journal of British Studies* XXIX-2 (2024).

Louvet, Marie-Violaine. *The Irish Against the War: Postcolonial Identity and Political Activism in Contemporary Ireland*. Peter Lang, 2024.

Panvini, Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa*, Torino, Einaudi, 2009

Raflik, Jenny, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016.

Rapoport, D. C, "The four waves of modern terrorism", in Cronin, A. K. y Ludes, J. M. (eds.), *Attacking terrorism*. Georgetown University Press, 2004.

Ríos, Jerónimo et Gago, Egoitz, *El terrorismo de Estado ante sus víctimas: Conversaciones a propósito de los GAL*, Gijón, Trea, 2025.

Sanchez-Cuenca, Ignacio, "The dynamics of nationalist terrorism: ETA and the IRA", *Terrorism and Political Violence*, 19, 2007, pp. 289-306.

Schmid, Alex, et Jongman, Albert, *Political Terrorism: A New Guide to Actors*, Amsterdam, Swidoc, 1988.

Soulez-Larivière, Daniel et Eliacheff, Caroline, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007.

Stigler, Andrew et al., *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy*, Georgetown University Press, 2004.

Wilner, Alex S., "Transnational Terrorism", in Hugo Meijer, and Marco Wyss (eds), *The Handbook of European Defence Policies and Armed Forces*, Oxford, 2018.

Terrorismos, contraterrorismos y antiterrorismos en la Europa actual (desde los años sesenta hasta hoy): internacionalización, circulaciones y representaciones

23-24 de abril de 2026

Universidad Grenoble-Alpes – Campus de Saint-Martin-d'Hères

Organización:

David Crémaux-Bouche (Universidad Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)

Mariana Dominguez Villaverde (Universidad Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)

Marie Mianowski (Universidad Grenoble-Alpes, ILCEA4-LISCA)

Matteo Re (Universidad Rey Juan Carlos)

Desde finales de los años sesenta, Europa ha atravesado sucesivas oleadas terroristas, cada una de las cuales ha dado lugar a respuestas estatales e internacionales determinantes para la evolución de la seguridad y las libertades. Este coloquio propone analizar tanto las modalidades como las consecuencias de la acción terrorista, pero también la imbricación de las prácticas antiterroristas (políticas públicas, marcos jurídicos, prevención) y contraterroristas (acciones operativas, militares o policiales) destinadas a contenerla en sociedades que, sin embargo, no están afectadas por la guerra. Se trata de examinar cómo estos dos registros de acción se redefinen mutuamente y desplazan constantemente las fronteras de la intervención política, militar, policial y jurídica a escala europea desde la segunda mitad del siglo XX (Hoffman, 2004).

Además de este enfoque político e institucional, el coloquio también pretende abrir la reflexión a las representaciones, los efectos sociales, la memoria y los medios de comunicación vinculados a estos fenómenos. Se trata, en particular, de interrogar los relatos que se producen en torno al terrorismo y su represión, las formas de mediatización tanto de los atentados como de las respuestas securitarias, los usos públicos del pasado que de ellos se derivan, así como la manera en que los traumas individuales y colectivos —especialmente los de las víctimas— son gestionados, representados o, por el contrario, silenciados. A través de esta articulación entre el análisis de los dispositivos y la atención a las experiencias humanas y sus representaciones, buscamos alcanzar una comprensión global, crítica e interdisciplinar de las lógicas que operan en las dinámicas terroristas, contraterroristas y antiterroristas en Europa.

Las acciones terroristas y contraterroristas, marcadas por una temprana internacionalización (González Calleja, 2013), se inscriben asimismo en las nuevas dinámicas espaciales que emergen a partir de la segunda mitad del siglo XX (Mazzella, 2014) y contribuyen a modificar las configuraciones de las relaciones internacionales (Raflik, 2016).

Aunque el término “terrorismo” se utiliza con frecuencia, está lejos de ser una categoría conceptual estable y sigue siendo objeto de debate. Se han llegado a identificar más de 109 definiciones académicas e institucionales (Schmid y Jongman, 1988), y los intentos posteriores por aclarar el concepto, como los de Timothy Garton Ash (2001), Bruce Hoffman (2004) o Gaizka Fernández Soldevilla (2021), muestran que persisten desacuerdos importantes, ya sea en cuanto a los actores implicados, las motivaciones invocadas o el estatus de la violencia de Estado. No obstante, hay cierto consenso en torno a los aspectos esenciales: el uso o la amenaza de una violencia premeditada, con una finalidad estratégica, orientada a impactar una audiencia

más amplia que las propias víctimas directas. Dado que estas divergencias no son neutras, sino que reflejan cuestiones políticas, jurídicas y simbólicas, este coloquio invita a los y las participantes a reflexionar en torno a la delimitación del concepto, a sus usos contextualizados y a sus efectos performativos.

Para abordar la complejidad de estas dinámicas, es importante distinguir, desde el principio, dos planos que a menudo se confunden: el antiterrorismo y el contraterrorismo. Esta distinción no es solo terminológica, sino que es decisiva para comprender las transformaciones que su imbricación induce en los regímenes democráticos (Hodge Dupré, 2024). Por antiterrorismo entendemos el conjunto de políticas públicas, dispositivos jurídicos y estrategias de prevención a largo plazo implementadas dentro del marco legal de los Estados de derecho (Sheehan, 2007; Marcos, 2014). El contraterrorismo, por su parte, hace referencia al conjunto de dispositivos, acciones y estrategias —estatales o paraestatales— destinadas a prevenir, contener, neutralizar o eliminar la actividad terrorista. Se trata, por tanto, de una respuesta organizada ante una forma específica de violencia política, que puede adoptar modalidades muy diversas: desde mecanismos de inteligencia, vigilancia y control, hasta intervenciones directas de tipo militar o policial. En determinados contextos históricos, sin embargo, el contraterrorismo ha adoptado también formas ilegales o clandestinas (Marcos, 2014; Rivas, 2013; Casals, 2020).

En el marco de este coloquio, proponemos abordar la historia contemporánea del terrorismo en Europa a través del análisis de las sucesivas olas que han marcado su evolución desde los años sesenta, prestando especial atención a la tercera ola, la etapa de transición tras la Guerra Fría, y a la cuarta ola, actualmente en curso, según la tipología de David C. Rapoport (2004). Lejos de entenderse como momentos estancos o excluyentes, estas secuencias deben analizarse desde una perspectiva que tenga en cuenta sus continuidades, transformaciones y superposiciones, así como sus ramificaciones a través de una lectura a la vez histórica, geopolítica y cultural (Crenshaw, 1995; González Calleja, 2002, 2012).

Desde finales de los años sesenta, emerge en Europa una “tercera ola” de terrorismo impulsada por la extrema izquierda revolucionaria (RAF en Alemania, Brigate Rosse en Italia, GRAPO en España), influida por el marxismo, las luchas anticoloniales y los movimientos estudiantiles. Estos grupos transnacionales comparten manifiestos, tácticas (secuestros, desvío de aviones) y redes logísticas que traspasan fronteras. Pero esta dinámica de dimensión “global” convive con formas de violencia enraizadas en causas regionales, como los nacionalismos radicales de ETA en el País Vasco o del IRA en Irlanda del Norte (y sus rivales lealistas, UVF-UDA), que encuentran su legitimidad en memorias locales. También surgen movimientos de extrema derecha (Ordine Nuovo y, en una etapa posterior, Nuclei Armati Rivoluzionari, Batallón Vasco Español, GAL), que practican el terrorismo de masas, el espontaneísmo armado o el terrorismo antiterrorista (Panvini, 2009; Rios y Gago, 2025; English, 2006).

Frente a esta pluralidad de amenazas, los Estados combinan la prevención nacional (leyes excepcionales, controles fronterizos) con el contraterrorismo transnacional, mediante el intercambio de información entre policías y servicios de inteligencia. ¿Podemos, entonces, afirmar que las prácticas utilizadas contra ETA o el IRA (escuchas, infiltraciones, unidades especiales) fueron adaptadas rápidamente para combatir a las Brigadas Rojas o a la RAF?¹ ¿Este cruce de métodos ha reforzado la europeización de los dispositivos de seguridad?”

En los años noventa, la caída del bloque soviético y el fortalecimiento de los servicios de seguridad conllevan la disolución o debilitamiento de numerosos grupos armados. Sin embargo, sus redes, memorias y saberes clandestinos sobreviven y alimentan nuevas causas. Los Estados consolidan una respuesta transnacional con la creación de Europol (1993), el

¹ Las medidas tomadas en la lucha contra el terrorismo en Italia fueron retomadas en la lucha contra la mafia.

mandato de detención europeo, o bases de datos como el SIS o Eurodac. Esta arquitectura se convierte en una herramienta para hacer frente a una amenaza emergente: el yihadismo global.

Desde los atentados del 11 de septiembre de 2001, la llamada “cuarta ola” del terrorismo yihadista —primero encabezada por Al Qaeda y, desde la década de 2010, por el Estado islámico— ha transformado profundamente el panorama de la violencia en Europa. Se trata de una amenaza global que actúa localmente (en suburbios parisinos, Midlands británicos, o zonas industriales de Cataluña). Inicialmente estructurada de forma centralizada y piramidal, con comandos coordinados que atacaban infraestructuras como el transporte público, esta amenaza se diversifica a partir de las revoluciones árabes y del conflicto sirio-iraquí. El Estado Islámico recurre a las redes sociales para formar, financiar y activar células locales, al tiempo que promueve ataques individuales perpetrados por actores aislados. Esta forma polimorfa de violencia se alimenta de la movilización de *foreign fighters* y, en ocasiones, entra en resonancia o compite con las memorias locales de antiguos conflictos (De la Corte, 2006).

Los atentados cometidos en suelo europeo, con modos de acción en constante evolución (Madrid en 2004, Londres en 2005, después París y Copenhague en 2015, Niza y Bruselas en 2016, Estocolmo y Barcelona en 2017, Viena en 2020...), reactivan de hecho las memorias de violencias pasadas. En regiones como Irlanda del Norte o el País Vasco, la retórica djihadista entra en tensión o se hibrida con los relatos nacionalistas residuales. Paralelamente, algunos grupos ultranacionalistas o neofascistas retoman los códigos mediáticos del yihadismo (vídeos, propaganda en línea), mientras que los dispositivos antiterroristas se aplican de forma indistinta a las amenazas locales y globales.

Estas oleadas de atentados han provocado un refuerzo constante de los dispositivos de seguridad tanto a nivel europeo como estatal: vigilancia digital, programas de desradicalización, congelación de activos, bases de datos biométricas, registros de nombres de pasajeros (PNR), debates sobre el futuro del espacio Schengen. Sin embargo, las respuestas estrictamente nacionales a menudo se ven superadas ante una amenaza digital, transnacional, que evoluciona de forma rápida e impredecible.

A lo largo de veinte años de interacción entre lo local y lo global, entre movimientos radicales y respuestas estatales, el terrorismo ha reconfigurado profundamente la violencia política en Europa, planteando a la vez un desafío constante: cómo conciliar la prevención, la reacción y el respeto a las libertades públicas. Abordar así la historia de las violencias políticas permite observar tanto la circulación vertical de las prácticas (de actores locales a redes globales) como la interconexión de las respuestas estatales entre países. Esto invita a reflexionar sobre cómo las distintas oleadas de terrorismo global influyen en los modos de acción de los grupos regionales, cómo la interacción entre antiterrorismo y contraterrorismo genera dispositivos que se difunden, se refuerzan o se adaptan según los contextos nacionales, y cómo estas dinámicas entrelazadas dejan huellas duraderas en el derecho, la memoria y las representaciones colectivas.

El análisis a distintas escalas permite también identificar la configuración de espacios transnacionales de violencia, basados en alianzas ideológicas, redes de apoyo y una circulación activa de imaginarios (la figura del guerrillero, del revolucionario, del mártir, del traidor) y de personas (formación de militantes). Esta compleja estructuración transnacional obliga a los Estados a desarrollar políticas de contraterrorismo inéditas: especializadas, militarizadas y, en ocasiones, extrajudiciales (Avilés, Azcona y Re, 2019; Baby, 2013; González Calleja, 2018; Crenshaw, 1995). Paralelamente, cada ciclo de violencia se acompaña de una batalla discursiva en la que la elección de las palabras se convierte en un asunto político con un impacto social considerable. Estudiar la etimología o el uso de términos cargados de sentido (atentado,

conflicto, guerra, terrorismo)² y seguir las inflexiones de ese léxico en la prensa, el derecho o las artes permite analizar cómo se reconfiguran las fronteras de la legitimación y la deslegitimación a lo largo del tiempo. El análisis comparado del vocabulario ayuda así a comprender cómo las sociedades europeas nombran, delimitan y, en última instancia, transforman las violencias políticas.

Por tanto, este coloquio se propone asimismo explorar los legados duraderos tanto en los intercambios transnacionales como en los discursos y en las políticas públicas. Por último, analizaremos cómo las múltiples formas de representación – desde el relato oficial del Estado hasta los contra-relatos de las víctimas – modelan las legitimidades, alimentan mitos y estereotipos, influyen en la elaboración de leyes de excepción y conforman las percepciones colectivas sobre la amenaza y la respuesta.

Ejes de trabajo:

1) Internacionalización, espacios transnacionales y circulaciones

En el marco histórico de la globalización y del desarrollo de las movilidades, se propone abordar el terrorismo desde la perspectiva de las relaciones internacionales (Raflik, 2016), de los fenómenos transnacionales y de las nuevas configuraciones espaciales vinculadas a los desplazamientos (Wilner, 2018):

- las movilidades transfronterizas: los desplazamientos de militantes a través de las fronteras, los itinerarios recorridos, así como la formación de redes y espacios transnacionales.
- la circulación de ideas y prácticas: la difusión de ideologías, el traslado y la evolución de los modos de acción, así como los intercambios materiales, lingüísticos y de prácticas más allá de las fronteras o a través de dinámicas de movilidad.
- las implicaciones internacionales: la presencia de organizaciones fuera de sus Estados de origen, así como la implicación de terceros países en procesos de paz y de tregua; el reconocimiento o la inclusión de determinadas organizaciones en las listas de entidades terroristas.

2) Memoria, patrimonialización y justicia transicional

Este coloquio también se interesa por cómo las sociedades europeas asumen el final del terrorismo y construyen relatos memoriales:

- los proyectos museísticos y las exposiciones impulsadas por estos centros,
- las leyes de reconocimiento, reparación y protección de las víctimas,
- la apertura de archivos y la puesta a disposición de fondos documentales,
- los desafíos ligados a una memoria denominada “oficial” o institucionalizada en la fase “postconflicto”: la enseñanza escolar, las conmemoraciones, la creación de “lugares de memoria” (monumentos, placas, nombres de calles), la memoria de los testigos.

3) Representaciones mediáticas y culturales

Los procesos discursivos y narrativos desempeñan un papel clave en la percepción del

² Se podrá, por ejemplo, reflexionar sobre el concepto de atentado, sobre la manera en la que el acontecimiento violento irrumpe en sociedades que no están en guerra (Derrida et Habermas, 2004) y sobre cómo impacta tanto en los cuerpos como en las conciencias y en las representaciones colectivas en forma de trauma (Dawson, 2017).

terrorismo, generando a menudo relatos contrapuestos, verdaderas “batallas por el relato”. En este sentido, todo intento de representación del terrorismo conlleva necesariamente una pugna en el terreno semántico, donde la propia calificación de los actos violentos se convierte en un importante desafío ideológico.

Se tratará entonces de analizar las representaciones elaboradas y difundidas a través de distintos dispositivos discursivos o mediáticos, como:

- Los medios de comunicación (prensa, televisión, redes sociales, medios digitales),
- Las series y documentales,
- El cómic y la novela gráfica,
- La literatura,
- El cine,
- Las artes urbanas y el *street art*,
- La música en sus distintos géneros,
- Los pódcast y *web-documentales*.

4) Víctimas y traumas de la violencia terrorista

Este cuarto eje propone recentrar el análisis en la experiencia humana, psíquica y sociopolítica de las violencias terroristas. Invita a cuestionar la definición problemática de “víctima”, así como los procesos mediante los cuales ciertas violencias son legitimadas y otras deslegitimadas en las esferas social, política o jurídica (Eliacheff y Soulez-Larivière, 2007; Beristáin, 2006). ¿Cómo las sociedades europeas afrontan (o no) dichos sufrimientos? ¿Qué categorías, relatos y prácticas de reparación configuran hoy los vínculos entre justicia, memoria y resiliencia?

Para responder a estas preguntas, las propuestas podrán abordar temas como:

- experiencias y relatos de la violencia (testimonios, biografías, autobiografías, archivos orales...),
- reconocimiento institucional, reparación y justicia (marcos legislativos, mecanismos de indemnización, lugar de las víctimas en los juicios antiterroristas...),
- la cuestión del duelo, del trauma y su transmisión intergeneracional,
- movilizaciones, artes y resiliencia colectiva (artes visuales, literatura, performances, dispositivos digitales como vectores de “memoria-testigo” y reconstrucción, prácticas de arteterapia e iniciativas comunitarias que fomentan la resiliencia). se valorarán especialmente los enfoques multidisciplinares (historia, sociología, ciencia política, geografía, estudios literarios y culturales...).

Modalidades de presentación:

- Idiomas posibles para las intervenciones: francés, inglés, español, italiano. Las propuestas deberán enviarse a la dirección colloque-terrorisme-2026@univ-grenoble-alpes.fr antes del **1 de diciembre de 2025**, e incluirán:
 - un título,
 - un resumen de la comunicación (aproximadamente 300 palabras),
 - una breve presentación bio-bibliográfica.

- El coloquio se celebrará exclusivamente de forma presencial. Las comunicaciones tendrán una duración de **20 minutos**, con el fin de favorecer el intercambio entre participantes.
- Cuota de inscripción: 30 euros.

El coloquio dará lugar a una publicación, cuyas modalidades se definirán más adelante.

BIBLIOGRAFIA INDICATIVA:

Avilés, Juan, Azcona, José Manuel, et Re, Matteo (eds.), *Después del 68: la deriva terrorista en Occidente*, Madrid, Sílex, 2019

Baby, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique*, Casa de Velázquez, 2013

Beristáin, Antonio, *Macrovíctimas del terrorismo*, Bilbao, Universidad de Deusto, 2006.

Casals, Xavier, « El terrorismo parapolicial y de ultraderecha en la Transición: entre la argelinización, la argentinización y la italianización », en Fernández Soldevilla, Gaizka y Jiménez, María (coord.), *1980. El terrorismo contra la Transición*. Madrid, Tecnos, págs. 169-201, 2020.

Crenshaw, Martha, *Terrorism in context*, Pennsylvania State University Press, 1995

Dawson, Graham, *Trauma, Memory, Politics: The Irish Troubles*, London, Routledge, 2017, 180-204

De la Corte, Luis, *La lógica del terrorismo*, Madrid, Alianza, 2006.

Derrida, Jacques et Hubermas, Jürgen, *Le concept du 11 septembre: Dialogues à New York (octobre-décembre 2001)*, Paris, Galilée, 2004.

English, Richard, *Irish Freedom: The History of Nationalism in Ireland*, 2006.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *El terrorismo en España: de ETA al Daesh*, Madrid, Cátedra, 2021

Fernández Soldevilla, Gaizka, *La voluntad del « gudari »: génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid, Tecnos, 2016, p. 21

González Calleja, Eduardo, *Guerras no ortodoxas. La “estrategia de la tensión” y las redes de terrorismo neofascista*, Madrid, Catarata, 2018

González Calleja, Eduardo, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qa’ida*, Barcelona, Crítica, 2013

González Calleja, Eduardo, *El terrorismo en Europa*, Madrid, Arco Libros, 2002

Hodge Dupré, Eduardo, *Antiterrorismo y contraterrorismo en América latina: Argentina, Brasil y México ante la presencia del terrorismo islámico global*, thèse de doctorat en relations internationales soutenue à l'Universidad Nacional de la Plata (Argentina) en 2024.

Hoffman, Bruce, "The Changing Face of Al Qaeda and the Global War on Terrorism", *Studies in Conflict & Terrorism*, 27(6), 2004, 549–560.

Mazzella, Sylvie, *Sociologie des migrations*, Paris, Presses universitaires de France, 2025.

Panvini, Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa*, Torino, Einaudi, 2009

Raflik, Jenny, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016.

Rapoport, David C., *Waves of global terrorism: from 1880 to the present*, New York, Columbia University Press, 2022.

Ríos, Jerónimo et Gago, Egoitz, *El terrorismo de Estado ante sus víctimas: Conversaciones a propósito de los GAL*, Gijón, Trea, 2025.

Sanchez-Cuenca, Ignacio, "The dynamics of nationalist terrorism: ETA and the IRA", *Terrorism and Political Violence*, 19, 2007, pp. 289-306.

Schmid, Alex, et Jongman, Albert, *Political Terrorism: A New Guide to Actors*, Amsterdam, Swidoc, 1988.

Soulez-Larivière, Daniel et Eliacheff, Caroline, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007.

Stigler, Andrew et al., *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy*, Georgetown University Press, 2004.

Wilner, Alex S., "Transnational Terrorism", in Hugo Meijer, and Marco Wyss (eds), *The Handbook of European Defence Policies and Armed Forces*, Oxford, 2018.

Terrorism, Counter-Terrorism and Anti-Terrorism in Contemporary Europe (1960s to the Present): Internationalisation, Circulation and Representations

23-24 avril 2026

Université Grenoble-Alpes – Campus de Saint-Martin-d'Hères

Organisation :

- David Crémaux-Bouche (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Mariana Dominguez Villaverde (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Marie Mianowski (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-LISCA)
- Matteo Re (Universidad Rey Juan Carlos).

Since the late 1960s, Europe has experienced a succession of waves of terrorism, each of which has given rise to state and international responses that have had a decisive impact on the joint evolution of security measures and liberties. The aim of this conference is to examine the modalities and consequences of terrorist action, as well as the interweaving of anti-terrorist practices (public policies, legal frameworks, prevention) and counter-terrorist practices (operational, military or police actions) aimed at containing terrorism in societies which are not engaged in international warfare. The aim of this conference is to analyse the ways in which anti-terrorism and counter-terrorism have mutually redefined each other, while constantly reconfiguring the boundaries of political, military, police and legal interventions across the European continent from the second half of the 20th century onwards (Hoffman, 2004).

In addition to this political and institutional approach, the conference will also look into the representations, as well as the social and media effects of these phenomena. In particular, it will examine the narratives produced around terrorism and the ways in which terrorism is addressed : the forms of media coverage of attacks, as well as security responses, the resulting uses of the past in the media, and the way in which individual and collective trauma - particularly that of the victims - are dealt with, represented or, on the contrary, concealed. In questioning the mechanics of terrorism, anti-terrorism and counter-terrorism against the human experiences and their representations, we aim at understanding the logics at work in the

dynamics of terrorism, counter-terrorism and anti-terrorism in Europe, from a global, critical and interdisciplinary perspective.

Terrorist, counter-terrorist and anti-terrorist actions have undergone internationalisation (González Calleja, 2013) from an early stage ; and yet they are also part of the new spatial dynamics that have been unfolding since the second half of the twentieth century (Mazzella, 2014) and contribute to reconfiguring international relations (Raflik, 2016).

Although it is commonly used, the term ‘terrorism’ is far from being a stable conceptual category and is still the subject of controversy. More than 109 academic and official definitions have been identified (Schmid and Jongman, 1988), and subsequent attempts at clarification by Gaizka Fernández Soldevilla (2021), Bruce Hoffman (2004) and Timothy Garton Ash (2001) have highlighted the persistence of disagreement over the actors involved, the motivations invoked and the status of state violence. However, there are a few points on which there is consensus: the use or threat of premeditated violence, with a strategic aim intended to reach a wider public than the immediate victims. Because these differences are never neutral but reflect political, legal and symbolic issues, the conference invites contributors to question the (de)limitations of the concept, its situated uses and its performative effects.

In order to grasp the complexity of these dynamics, it is important to distinguish, at the outset of our discussion, between two areas that are often confused: counter-terrorism and anti-terrorism. This distinction is not merely terminological: it is decisive for understanding the transformations that their interweaving brings about in democratic regimes (Hodge Dupré, 2024). Counter-terrorism refers to public policies, legal provisions and long-term prevention strategies implemented within the legal framework of constitutional states (Sheehan, 2007; Marcos, 2014). Counter-terrorism, on the other hand, refers to all the measures, actions and strategies - whether state or para-state - implemented with the aim of containing, neutralising or eradicating terrorist activity. It is therefore an organised response to a specific form of political violence, and this response can in turn take a variety of forms: from intelligence, surveillance and security mechanisms, to direct military or police action.

As part of this conference, we propose to consider the contemporary history of terrorism in Europe in the light of the successive waves that marked its development since the 1960s, with particular emphasis on the third wave, the post-Cold War transition period, and the fourth wave, currently underway according to David C. Rapoport's typology (2004). Far from constituting compartmentalised or exclusive moments, these sequences must be understood in

terms of their effects of continuity, mutation and superimposition, and their ramifications through a reading that is at once historical, geopolitical and cultural (Crenshaw, 1995; González Calleja, 2002, 2012).

From the late 1960s onwards, a ‘third wave’ of terrorism emerged in Europe, driven by the revolutionary far left (RAF in Germany, Brigade Rosse in Italy, GRAPO in Spain) and influenced by Marxism, anti-colonial struggles and student movements. These transnational groups shared manifestos, tactics (hijackings, kidnappings) and logistics across borders. But this ‘global’ dynamic coexists with a form of violence rooted in regional causes, such as the radical forms of nationalism of the ETA in the Basque Country or the IRA in Northern Ireland (and its loyalist paramilitary rivals), which draw their legitimacy from local memories. Extreme right-wing movements also emerged (Ordine Nuovo and, at a later period, Nuclei Armati Rivoluzionari, Batallón Vasco Español, GAL), which practised mass terrorism, armed spontaneity or anti-terrorist terrorism (Panvini, 2009; Rios and Gago, 2025; English, 2006).

Faced with this multiplicity of threats, governments combine national prevention (exceptional laws, border controls) with transnational counter-terrorism, through exchanges of knowledge between police and intelligence services. In short, is it possible to say that the practices used against ETA or the IRA (eavesdropping, infiltration, special units) were adapted to combat the Red Brigades or the RAF? Did this cross-fertilisation reinforce the Europeanisation of security systems?

In the 1990s, the collapse of the Soviet block and the rise of the security services led to the dissolution or weakening of many armed groups. However, clandestine networks and know-how survived in the memories and fed into other causes. States consolidated a transnational response with the creation of Europol (1993), the European arrest warrant, and databases such as SIS and Eurodac. This architecture was then used to tackle a new threat: global jihadism. Since the attacks of 11 September 2001, the “fourth wave” of jihadist terrorism, dominated first by al-Qaeda and then, from the 2010s, by the Islamic State, has profoundly reconfigured the landscape of violence in Europe. This threat operates on a global scale while striking locally (Paris suburbs, British Midlands, industrial Catalonia). Initially centralised and pyramidal, with coordinated commandos exploiting infrastructures such as public transport, the threat has diversified since the Arab revolutions and the Syrian-Iraqi conflict. The Islamic State uses social networks to form, finance and activate local cells, while also encouraging isolated attacks by individuals. Attacks on the European soil with changing modes of action (Madrid 2004, London 2005, then Paris and Copenhagen in 2015, Nice and Brussels in 2016, Stockholm and

Barcelona in 2017, Vienna in 2020...) revive memories of previous violence. In regions such as Northern Ireland or the Basque Country, the jihadist rhetoric has been hybridised with residual nationalist narratives. At the same time, certain ultra-nationalist or neo-fascist groups are adopting the media codes of jihadism (videos, online propaganda), while anti-terrorist measures apply indiscriminately to local and global threats.

These waves of attacks have led to a continuous strengthening of European and national security measures: digital surveillance, de-radicalisation programmes, asset freezes, biometric databases, Passenger Name Record (PNR), debates on the future of Schengen. However, strictly national responses are often outdated in the face of this digital, transnational threat, which evolves rapidly and unpredictably. Finally, after the two decades or so of interaction between local and global levels, radical movements and state responses, terrorism has profoundly reconfigured political violence in Europe, while posing an ongoing challenge to reconcile prevention, reaction and respect for civil liberties. Presenting the history of political violence in this way reveals both the vertical circulation of practices (from local actors to global networks) and the interconnection of state responses across countries. This simulates thinking about the ways in which the different waves of global terrorism have influenced the modes of action of regional groups, how the interaction between counter-terrorism and anti-terrorism have generated processes that have spread, strengthened or adapted themselves according to national contexts, and how these interwoven dynamics leave lasting traces in law, memory and collective representations. Studies at different levels also reveal the structuring of transnational spaces of violence, based on ideological alliances, support networks, and the active circulation of images (figures of the guerrilla, the revolutionary, the martyr, the traitor) and people (training of militants). This complex transnational structure has forced sStates to develop unprecedented counter-terrorism policies: specialised, militarised and sometimes extrajudicial (Avilés, Azcona and Re, 2019; Baby, 2013; González Calleja, 2018; Crenshaw, 1995). At the same time, each cycle of violence is accompanied by a discursive battle in which the choice of words becomes a political issue with a definite social impact. Studying the etymology or use of such powerful terms (attack, conflict, war, terrorism, etc.)¹ and following the inflections of this lexicon in the press, law and the arts will enable us to measure how the lines of legitimisation and de-legitimisation are reconfigured over time. A comparative analysis of vocabulary will shed light on the way in which European societies name, frame and ultimately transform political

¹ We can, for example, reflect on the word ‘attack,’ and the way in which violent events burst into societies that are not at war (Derrida and Habermas, 2004) and the way in which they strike not only bodies but also consciences and collective representations in the form of trauma (Dawson, 2017).

violence. This conference will also explore the lasting legacies of transnational exchanges, discourse and public policy. Finally, we will analyse how the many forms of representation - from the official state narrative to the victims' counter-narratives - shape legitimacies, feed myths and stereotypes, influence the creation of emergency laws and shape collective perceptions of threat and response.

Themes

1) Internationalisation, transnational spaces and movement

Within the historical framework of globalisation and the development of mobility, terrorism, counter-terrorism and anti-terrorism will be addressed from the perspective of international relations (Raflik, 2016), transnational phenomena and new spatial configurations linked to movement (Wilner, 2018):

- Cross-border mobility: movement of activists across borders, routes taken, and formation of transnational networks and spaces.
- The circulation of ideas and practices: the dissemination of ideologies, the transfer and evolution of modes of action, as well as exchanges of materials, language and practices across borders or through the dynamics of mobility.
- International implications: the presence of organisations beyond their states of origin, as well as the involvement of other countries in peace and truce processes; the recognition or designation of some of these organisations on lists of terrorist organisations.

2) Memory, heritage and transitional justice

This conference will also look at the way in which European societies are taking note of the end of terrorism and counter-terrorism and constructing memorial narratives:

- museum projects and exhibitions,
- laws on recognition, reparation and protection of victims,
- the opening up of archives and the curating of documentary collections,

- issues relating to so-called ‘official’ or institutionalised remembrance in the ‘post-conflict’ phase: school education, commemorations, setting up ‘places of remembrance’ (monuments, plaques, street names), remembrance of witnesses, etc.

3) Media and cultural representations

Discursive and narrative processes play a decisive role in the perception of terrorism, sometimes creating competing narratives, a kind of ‘battle of narratives’. In this sense, any attempt at representing terrorism, necessarily engages a battle on the semantic terrain, where the very characterisation of violent acts becomes a major ideological issue.

It will therefore be necessary to analyse the representations developed and relayed through various discursive or media devices, such as :

- the media (press, television, social networks, online news sites),
 - series and documentaries,
 - comics and graphic novels,
 - literature,
 - cinema,
 - urban and street art,
 - music in its various genres,
 - podcasts and web-documentaries

4) Victims and traumas of terrorist violence

This fourth theme proposes to refocus the analysis on the human, psychological and socio-political experiences of terrorist violence. It invites us to examine the complex definition of victimhood and the processes by which certain forms of violence are legitimised while other forms are disqualified in the social, political and legal spheres (Eliacheff and Soulez-Larivière, 2007; Beristáin, 2006). How do European societies deal (or do not deal) with this suffering?

In order to address those issues, proposals could examine such themes as:

- Experiences and accounts of violence (testimonies, biographies, autobiographies, oral archives, etc.)

- Institutional recognition, reparation and justice (legislative frameworks, compensation schemes, the place of victims in anti-terrorist trials, etc.)
- Issues of grief, trauma and their transmission over several generations
- Mobilisation, the arts and collective resilience (visual arts, literature, performances, digital devices as vectors of “memory-witness” and reconstruction, art therapy practices and community initiatives promoting resilience)

We encourage multidisciplinary approaches (history, sociology, political science, geography, literary and cultural studies, etc.).

How to make a proposal

- It is possible to give a talk in French, English, Spanish or Italian.
- The proposals should be sent to colloque-terrorisme-2026@univ-grenoble-alpes.fr before 1 December 2025 and should include:
 - => A title
 - => An approx. 300-word abstract
 - => A short bio-bibliographical presentation.

The conference will be held exclusively in person. Papers will be 20 minutes long to encourage discussion.

Registration fee: 30 euros.

The proceedings of the conference will be published in a format to be determined at a later stage.

Terrorismo, contro-terrorismo e antiterrorismo nell'Europa contemporanea (dagli anni '60 a oggi): dinamiche transnazionali, interazioni e rappresentazioni.

23-24 aprile 2026

Università Grenoble-Alpes – Campus di Saint-Martin-d'Hères

Organizzazione:

- David Crémaux-Bouche (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Mariana Dominguez Villaverde (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS)
- Marie Mianowski (Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-LISCA)
- Matteo Re (Università Rey Juan Carlos)

A partire dalla fine degli anni Sessanta, l'Europa ha conosciuto una successione di ondate terroristiche, ognuna delle quali ha generato risposte statali e internazionali determinanti per l'evoluzione congiunta della sicurezza e delle libertà.

Questo convegno si propone di esaminare le modalità e le conseguenze dell'azione terroristica, ma anche l'intreccio tra pratiche antiterroristiche (politiche pubbliche, quadri giuridici, prevenzione) e contro-terroristiche (azioni operative, militari o di polizia) volte a contrastarla, in società che non sono formalmente in guerra. L'obiettivo è analizzare il modo in cui questi due registri d'azione si ridefiniscono reciprocamente, spingendo continuamente i confini dell'intervento politico, militare, poliziesco e giuridico su scala europea dalla seconda metà del XX secolo (Hoffman, 2004).

Accanto all'approccio politico e istituzionale, il convegno intende ampliare la riflessione alle rappresentazioni, così come agli effetti sociali, memoriali e mediatici di questi fenomeni. In particolare, si analizzeranno le narrazioni costruite intorno al terrorismo e alla sua repressione, le modalità di mediatizzazione degli attentati e delle risposte securitarie, gli usi pubblici del passato che ne derivano, e il modo in cui i traumi – individuali e collettivi, soprattutto quelli delle vittime – vengono elaborati, rappresentati o, al contrario, silenziati.

Attraverso l'integrazione tra l'analisi dei dispositivi istituzionali e l'attenzione alle esperienze umane e alle loro rappresentazioni, il convegno si propone di offrire una comprensione complessiva, critica e interdisciplinare delle logiche che plasmano le dinamiche terroristiche, contro-terroristiche e antiterroristiche nell'Europa contemporanea.

Avendo conosciuto una precoce internazionalizzazione (González Calleja, 2013), le azioni terroristiche, contro-terroristiche e antiterroristiche si inseriscono anche nelle nuove dinamiche spaziali che si sviluppano a partire dalla seconda metà del XX secolo (Mazzella, 2014), contribuendo a ridefinire le configurazioni delle relazioni internazionali (Raflik, 2016).

Sebbene il termine «terrorismo» venga ampiamente utilizzato, esso è tutt'altro che una categoria concettuale stabile e rimane ancora oggi oggetto di dibattito. Già in passato vennero raccolte più di 100 definizioni accademiche (Schmid e Jongman, 1988), mentre i successivi tentativi di chiarimento, come quelli di Gaizka Fernández Soldevilla (2021), Bruce Hoffman (2004) e Timothy Garton Ash (2001), evidenziano la persistenza di disaccordi riguardo agli attori coinvolti, alle motivazioni invocate e allo status della violenza di Stato. Tuttavia, alcuni aspetti sono condivisi: l'uso o la minaccia di una violenza premeditata, con obiettivi strategici, volta a colpire un pubblico più ampio

rispetto alle sole vittime immediate. Poiché queste divergenze non sono mai neutre ma riflettono questioni politiche, giuridiche e simboliche, il convegno invita i partecipanti a interrogarsi sui confini (e sulle possibili sovrapposizioni) del concetto, sui suoi utilizzi contestuali e sui suoi effetti performativi.

La distinzione tra antiterrorismo e contro-terrorismo non è solo terminologica e differenziare i due concetti è fondamentale per comprendere le trasformazioni che il loro intreccio produce nei regimi democratici (Hodge Dupré, 2024). L'antiterrorismo si riferisce alle politiche pubbliche, ai quadri giuridici e alle strategie preventive a lungo termine, applicate nell'ambito della legalità dello Stato di diritto (Sheehan, 2007; Marcos, 2014). Il contro-terrorismo, invece, designa l'insieme delle azioni, dei dispositivi e delle strategie –statali o parastatali– messe in atto per prevenire, contenere, neutralizzare o eliminare l'attività terroristica. Questa risposta può assumere forme diverse: intelligence, sorveglianza, protezione, interventi militari o di polizia. Tuttavia, in certi contesti storici, il controterrorismo ha assunto forme illegali o clandestine (Marcos, 2014; Rivas, 2013; Casals, 2020).

Questo convegno si propone di affrontare la storia contemporanea del terrorismo in Europa partendo dalle diverse ondate che ne hanno segnato l'evoluzione dagli anni '60, con particolare attenzione alla terza ondata (transizione post-Guerra Fredda) e alla quarta (attualmente in atto), secondo la tipologia proposta da David C. Rapoport (2004). Queste fasi devono essere comprese nelle loro continuità, mutazioni e sovrapposizioni, analizzate in una prospettiva storica, geopolitica e culturale (Crenshaw, 1995; González Calleja, 2002, 2012).

A partire dalla fine degli anni '60 emerge la "terza ondata" di terrorismo legata all'estrema sinistra rivoluzionaria (RAF in Germania, Brigate Rosse in Italia, GRAPO in Spagna), ispirata al marxismo, alle lotte anticoloniali e ai movimenti studenteschi. Questi gruppi condividono manifesti, tattiche e logistica oltre i confini nazionali. Questa dinamica "globale" coesiste con forme di violenza ancorate a cause regionali, come i nazionalismi radicali dell'ETA o dell'IRA (e i suoi rivali lealisti UVF-UDA). Emergono anche movimenti di estrema destra (Ordine Nuovo e, in un momento successivo, Nuclei Armati Rivoluzionari, Batallón Vasco Español, GAL), che praticano il terrorismo stragista, lo spontaneismo armato o il terrorismo antiterrorista (Panvini, 2009; Rios e Gago, 2025; English, 2006).

Di fronte a questa pluralità di minacce, gli Stati combinano prevenzione nazionale (leggi eccezionali, controlli alle frontiere) con contro-terrorismo transnazionale, mediante scambi di conoscenze tra polizie e servizi di intelligence. Possiamo per tanto affermare che le pratiche impiegate contro l'ETA o l'IRA (intercettazioni, infiltrazioni, unità speciali) vengono rapidamente adattate per contrastare le Brigate Rosse o la RAF? Questo intreccio ha rafforzato la europeizzazione dei dispositivi di sicurezza?

Negli anni '90, la caduta del blocco sovietico e il rafforzamento dei servizi di sicurezza provocano la dissoluzione o l'indebolimento di molti gruppi armati. Tuttavia, reti e competenze clandestine sopravvivono e alimentano altre cause. Gli Stati consolidano una risposta transnazionale con Europol (1993), il mandato d'arresto europeo e banche dati come SIS e Eurodac. Questa architettura si concentra su una nuova minaccia: il jihadismo globale.

A partire dagli attentati dell'11 settembre 2001, la "quarta ondata" jihadista, inizialmente guidata da Al-Qaeda e poi dallo Stato Islamico, ha profondamente ridefinito

la violenza in Europa. Dopo una prima fase strutturata con cellule gerarchiche, in seguito alle rivoluzioni arabe e al conflitto siriano-iracheno, lo Stato Islamico promuove cellule locali e attacchi individuali, tramite i social network. Questa violenza assume forme diverse, alimentata da *foreign fighters*, e talvolta si interseca o entra in conflitto con memorie locali di lotte precedenti (De la Corte, 2006).

Gli attentati in Europa (Madrid 2004, Londra 2005, Parigi e Copenaghen 2015, Nizza e Bruxelles 2016, Stoccolma e Barcellona 2017, Vienna 2020...) riattivano il ricordo delle violenze precedenti. In regioni come l'Irlanda del Nord o i Paesi Baschi, il discorso jihadista entra in tensione o si fonde con narrazioni nazionaliste residue. Allo stesso tempo, gruppi ultranazionalisti o neofascisti imitano i codici mediatici del jihadismo, mentre le misure di antiterrorismo vengono applicate indistintamente a minacce locali e globali.

Queste ondate di attentati hanno portato a un rafforzamento continuo dei dispositivi di sicurezza europei: sorveglianza digitale, programmi di deradicalizzazione, congelamento di beni, banche dati biometriche, il Passenger Name Record (PNR), o ancora il dibattito sul futuro di Schengen. Tuttavia, le risposte nazionali si trovano spesso superate da una minaccia digitale, transnazionale e mutevole.

In vent'anni di interazione tra locale e globale, tra lotte radicali e risposte statali, il terrorismo ha ridefinito la violenza politica in Europa, sfidando costantemente l'equilibrio tra prevenzione, reazione e libertà pubbliche. Ricostruire questa storia permette di osservare la circolazione verticale delle pratiche (dagli attori locali alle reti globali) e l'interconnessione delle risposte statali, mostrando come le ondate globali influenzino i gruppi regionali, come l'incrocio tra antiterrorismo e contro-terrorismo generi dispositivi adattabili ai contesti, e come queste dinamiche lascino tracce nel diritto, nella memoria e nelle rappresentazioni.

L'analisi multilivello consente anche di cogliere la strutturazione di spazi transnazionali della violenza, fondati su alleanze ideologiche, reti di supporto e circolazione attiva di immaginari (guerrigliero, martire, traditore) e di persone (formazione di militanti). Questa complessità costringe gli Stati a elaborare politiche di controterrorismo inedite: specializzate, militarizzate, talvolta extragiudiziarie (Avilés, Azcona e Re, 2019; Baby, 2013; González Calleja, 2018; Crenshaw, 1995). Inoltre, a ogni ciclo di violenza corrisponde una narrazione, in cui l'uso di termini come *attentato*, *conflitto*, *guerra*, *terrorismo* diventa un atto politico ad alto impatto sociale. Studiare il linguaggio e la sua evoluzione nella stampa, nel diritto o nell'arte permette di comprendere come si riconfigurano nel tempo le dinamiche di legittimazione e delegittimazione. Un'analisi comparativa dei vocabolari aiuterà a mettere in luce il modo in cui le società europee denominano, definiscono e, infine, trasformano le violenze politiche.

Questo convegno intende dunque esplorare le eredità durature che si manifestano negli scambi transnazionali, nei discorsi pubblici e nelle politiche istituzionali. Infine, si analizzerà come le diverse forme di rappresentazione —dal racconto ufficiale dello Stato al contro-racconto delle vittime— plasmino le legittimità, alimentino miti e stereotipi, influenzino la formulazione delle leggi d'eccezione e modellino le percezioni collettive di minaccia e risposta.

Linee tematiche:

1) Internazionalizzazione, spazi transnazionali e interazioni

Nel contesto storico della globalizzazione e dello sviluppo delle mobilità, si propone di affrontare il terrorismo dalla prospettiva delle relazioni internazionali (Raflik, 2016), dei fenomeni transnazionali e delle nuove configurazioni spaziali legate agli spostamenti migratori (Wilner, 2018):

- La mobilità transfrontaliera: gli spostamenti dei militanti attraverso le frontiere, gli itinerari percorsi, nonché la formazione di reti e spazi transnazionali.
- La circolazione di idee e tecniche: la diffusione delle ideologie, il trasferimento e l'evoluzione dei modi d'azione, così come gli scambi materiali, linguistici e pratici al di là delle frontiere o attraverso dinamiche di mobilità.
- Le implicazioni internazionali: la presenza di organizzazioni al di fuori dei propri Stati d'origine, così come il coinvolgimento di Paesi terzi nei processi di pace e tregua; il riconoscimento o l'inserimento di determinate organizzazioni negli elenchi di gruppi terroristici.

2) Memoria, patrimonializzazione e giustizia transizionale

Il convegno si propone anche di esaminare come le società europee affrontino la fine del terrorismo e costruiscano narrazioni legate alla memoria.

- I progetti museali e le esposizioni promosse da questi centri.
- Le leggi di riconoscimento, riparazione e protezione delle vittime.
- L'apertura degli archivi e la messa a disposizione dei fondi documentari.
- Le sfide legate a una memoria considerata "ufficiale" o istituzionalizzata nella fase "post-conflitto": l'insegnamento scolastico, le commemorazioni, la creazione di "luoghi della memoria" (monumenti, targhe, nomi di strade), la memoria dei testimoni.

3) Rappresentazioni mediatiche e culturali

I processi discorsivi e narrativi giocano un ruolo centrale nella percezione del terrorismo, dando spesso origine a narrazioni contrastanti, vere e proprie "battaglie del racconto". In questo contesto, ogni tentativo di rappresentare il terrorismo implica inevitabilmente uno scontro sul piano semantico, in cui la stessa definizione degli atti violenti diventa un nodo ideologico cruciale.

Si propone dunque di analizzare le rappresentazioni costruite e diffuse attraverso diversi dispositivi discorsivi e mediatici, tra cui:

- I mass media (stampa, televisione, social network, media digitali).
- Le serie e i documentari.
- Il fumetto e il romanzo grafico.
- La letteratura.
- Il cinema.
- La street art.
- La musica nei suoi diversi generi.
- I podcast e i web-documentari.

4) Vittime e traumi della violenza terroristica

Questo quarto asse intende riportare al centro dell'analisi l'esperienza umana, psichica e socio-politica della violenza terroristica. Invita a interrogarsi sulla definizione problematica di "vittima" e sui processi attraverso cui alcune forme di violenza vengono legittimate, mentre altre vengono delegittimate nei contesti sociali, politici o giuridici (Eliacheff e Soulez-Larivière, 2007; Beristáin, 2006). In che modo le società europee affrontano –o evitano di affrontare– tali sofferenze? Quali categorie, narrazioni e pratiche riparative plasmano oggi le connessioni tra giustizia, memoria e resilienza? Per rispondere a questi interrogativi, le proposte potranno esplorare tematiche quali:

- Esperienze e racconti della violenza (testimonianze, biografie, autobiografie, archivi orali...).
- Riconoscimento istituzionale, riparazione e giustizia (quadri legislativi, meccanismi d'indennizzo, ruolo delle vittime nei processi antiterrorismo...).
- La questione del lutto, del trauma e della sua trasmissione intergenerazionale.
- Mobilitazioni, arti e resilienza collettiva (arti visive, letteratura, performance, dispositivi digitali come vettori di "memoria-testimoniaza" e ricostruzione, pratiche di arteterapia e iniziative comunitarie che promuovono la resilienza).

Saranno particolarmente apprezzati gli approcci multidisciplinari (storia, sociologia, scienza politica, geografia, studi letterari e culturali...).

Modalità di invio:

- Lingue ammesse: francese, inglese, spagnolo, italiano
- Inviare la proposta **entro il 1° dicembre 2025** a:
colloque-terrorisme-2026@univ-grenoble-alpes.fr
- La proposta deve includere:
 - Titolo
 - Abstract di circa 300 parole
 - Presentazione bio-bibliografica
- Il convegno si svolgerà **esclusivamente in presenza**. Le comunicazioni dureranno **20 minuti**.
- Quota di iscrizione: **30 euro**
- Il convegno darà luogo a una **pubblicazione**, secondo modalità da definire.

BIBLIOGRAFIA INDICATIVA:

Avilés, Juan, Azcona, José Manuel, et Re, Matteo (eds.), *Después del 68: la deriva terrorista en Occidente*, Madrid, Sílex, 2019.

Baby, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique*, Casa de Velázquez, 2013.

Beristáin, Antonio, *Macrovíctimas del terrorismo*, Bilbao, Universidad de Deusto, 2006.

Casals, Xavier, « El terrorismo parapolicial y de ultraderecha en la Transición: entre la argelinización, la argentinización y la italianización », en Fernández Soldevilla, Gaizka y Jiménez, María (coord.), *1980. El terrorismo contra la Transición*. Madrid, Tecnos, págs. 169-201, 2020.

Crenshaw, Martha, *Terrorism in context*, Pennsylvania State University Press, 1995.

Dawson, Graham, *Trauma, Memory, Politics: The Irish Troubles*, London, Routledge, 180-204, 2017.

De la Corte, Luis, *La lógica del terrorismo*, Madrid, Alianza, 2006.

Derrida, Jacques et Hubermas, Jürgen, *Le concept du 11 septembre: Dialogues à New York (octobre-décembre 2001)*, Paris, Galilée, 2004.

English, Richard, *Irish Freedom: The History of Nationalism in Ireland*, 2006.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *El terrorismo en España: de ETA al Daesh*, Madrid, Cátedra, 2021.

Fernández Soldevilla, Gaizka, *La voluntad del «gudari»: génesis y metástasis de la violencia de ETA*, Madrid, Tecnos, 2016.

González Calleja, Eduardo, *Guerras no ortodoxas. La “estrategia de la tensión” y las redes de terrorismo neofascista*, Madrid, Catarata, 2018.

González Calleja, Eduardo, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qa’ida*, Barcelona, Crítica, 2013.

González Calleja, Eduardo, *El terrorismo en Europa*, Madrid, Arco Libros, 2002.

Hodge Dupré, Eduardo, *Antiterrorismo y contraterrorismo en América latina: Argentina, Brasil y México ante la presencia del terrorismo islámico global*, thèse de doctorat en relations internationales soutenue à l’Universidad Nacional de la Plata (Argentina) en 2024.

Hoffman, Bruce, “The Changing Face of Al Qaeda and the Global War on Terrorism”, *Studies in Conflict & Terrorism*, 27(6), 549–560, 2004.

Mazzella, Sylvie, *Sociologie des migrations*, Paris, Presses universitaires de France, 2025.

Panvini, Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa*, Torino, Einaudi, 2009.

Raflik, Jenny, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016.

Rapoport, David C., The four waves of modern terrorism, en Cronin, Audrey K. y Ludes, James M. (eds.), *Attacking terrorism*, Georgetown University Press, 2004.

Ríos, Jerónimo et Gago, Egoitz, *El terrorismo de Estado ante sus víctimas: Conversaciones a propósito de los GAL*, Gijón, Trea, 2025.

Sanchez-Cuenca, Ignacio, “The dynamics of nationalist terrorism: ETA and the IRA”, *Terrorism and Political Violence*, 19. pp. 289-306, 2007.

Schmid, Alex, et Jongman, Albert, *Political Terrorism: A New Guide to Actors*, Amsterdam, Swidoc, 1988.

Soulez-Larivière, Daniel et Eliacheff, Caroline, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007.

Stigler, Andrew et al., *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy*, Georgetown University Press, 2004.

Wilner, Alex S., “Transnational Terrorism”, in Hugo Meijer, and Marco Wyss (eds), *The Handbook of European Defence Policies and Armed Forces*, Oxford, 2018.